

## TABLEAU TEMPORAIRE

Tableau définitif en attente de validation par les instances de l'UCF CIBTP.

Modification relative à l'assiette des cotisations appelées sur les rémunérations versées aux apprentis (conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019).

### Tableau des assiettes des cotisations dans le secteur du BTP

Ce document indique, pour chaque rubrique de la paie, si elle est prise ou non en considération dans les assiettes de la cotisation congés payés, de la cotisation au régime de chômage intempéries, de la cotisation à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTBTP) et des cotisations professionnelles.

LÉGENDE : B = brut.

RUBRIQUE DE PAIE	CONGÉS PAYÉS ET COTISATIONS PROFESSIONNELLES	OPPBTBTP	CHÔMAGE INTEMPÉRIES
<b>SALAIRES</b>			
Salaires ou appointements mensuels	B	B x 1,1314	SS plafonnée
13 <sup>e</sup> mois donné pour l'année entière, période de travail et période de congés confondues <small>(selon les modalités précisées par le conseil d'administration de l'UCF CIBTP)</small>	NON	NON	SS plafonnée
Rémunération des mandataires sociaux (sauf SCOP)			
→ Rémunération des mandataires sociaux au titre d'un contrat de travail	B	B x 1,1314	SS plafonnée
→ Rémunération des mandataires sociaux en l'absence de contrat de travail	NON	NON	NON
Salaires versés en exécution d'un contrat à durée déterminée			
→ Salaires versés en exécution d'un CDD de moins d'un an	B	B x 1,1314	SS plafonnée
→ Salaires versés en exécution d'un CDD d'au moins une année, déclarés pour les congés	B	B x 1,1314	SS plafonnée
→ Salaires versés en exécution d'un CDD d'au moins une année, non déclarés pour les congés	NON	NON	SS plafonnée
→ Indemnité de fin de contrat (précarité)	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Salaires versés en exécution d'un contrat d'apprentissage			
→ Apprentis déclarés pour les congés (CDD / CDI)	B	B x 1,1314	SS plafonnée
→ Apprentis non déclarés pour les congés	NON	NON	
<b>RÉMUNÉRATIONS DIVERSES</b>			
Forfaits mensuels	B	B x 1,1314	SS plafonnée

PAGE 1 / 4

LÉGENDE : B = brut.

RUBRIQUE DE PAIE	CONGÉS PAYÉS ET COTISATIONS PROFESSIONNELLES	OPPBTB	CHÔMAGE INTEMPÉRIES
Heures <sup>1</sup>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Rémunération congés naissance-mariage-décès	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Jours fériés	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Préavis payé effectué	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Indemnité compensatrice de préavis (L.1234-5 du code du travail)	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Indemnité versée en cas de licenciement pour inaptitude suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle (L.1226-14 du code du travail)	NON	NON	NON
Rémunération versée par l'employeur due au bénéficiaire d'un congé individuel de formation (CIF) assimilé à une période de travail effectif pour la détermination des droits à congés annuels	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Allocations versées dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) accomplie en dehors du temps de travail	NON	NON	NON
<b>Accident du travail y compris accident de trajet (AT)/Maladie professionnelle(MP)</b>			
<i>Compléments conventionnels ou non conventionnels</i>			
<i>Ouvriers dans la limite de 90 jours (maintien de salaire)</i>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<i>Ouvriers au-delà de 90 jours</i>	NON	NON	NON
<i>ETAM/Cadres dans la limite de 90 jours (maintien de salaire)</i>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<i>ETAM/Cadres au-delà de 90 jours</i>	NON	NON	NON
<b>Maladie non professionnelle (MNP)</b>			
<i>Compléments conventionnels ou non conventionnels</i>			
<i>Ouvriers</i>	NON	NON	NON
<i>ETAM/Cadres dans la limite de 90 jours (maintien de salaire)<sup>2</sup></i>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<i>ETAM/Cadres au-delà de 90 jours<sup>2</sup></i>	NON	NON	NON
<b>Maternité</b>			
<i>Ouvrières</i>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<i>ETAM/Cadres</i>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<b>SALAIRES VERSÉS DANS LE CADRE D'UN DÉTACHEMENT SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS</b>			
Équivalence des régimes et/ou conventions de type ULAK	NON	NON	NON
Absence d'équivalence ou entreprise étrangère hors Espace économique européen	B	B x 1,1314	SS plafonnée
<b>SALAIRES VERSÉS DANS LE CADRE D'UN DÉTACHEMENT À L'ÉTRANGER OU D'UNE EXPATRIATION</b>			
Salaires versés dans le cadre d'un contrat soumis au droit français mais exécuté à l'étranger	B	NON	NON
Salaires versés dans le cadre d'un contrat non soumis au droit français et exécuté à l'étranger	NON	NON	NON
<b>DIVERS</b>			
Salaires maintenus bénévolement en cas de ralentissement d'activité	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Chèques-vacances	NON	NON	NON
Chèques-déjeuner (au-delà de la part défiscalisable)	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Contrepartie financière d'une clause de non-concurrence	B	B x 1,1314	SS plafonnée

1. Liste non exhaustive des heures auxquelles s'applique le régime mentionné : heures normales, heures supplémentaires (10 %, 25 %, 50 %, 100 %), heures de nuit, heures de repos compensateur légal, heures de repos compensateur conventionnel, heures de casse-croûte, heures de délégation, etc.

2. Cf. article 5.1.4 de la CCN ETAM des BTP et article 4.1.4 de la CCN cadres BTP.

LÉGENDE : B = brut.

RUBRIQUE DE PAIE	CONGÉS PAYÉS ET COTISATIONS PROFESSIONNELLES	OPPBT	CHÔMAGE INTEMPÉRIES
Indemnisation du compte épargne-temps	NON	NON	SS plafonnée
<b>GRATIFICATIONS ET PRIMES EXCEPTIONNELLES</b>			
Libéralités	NON	NON	SS plafonnée
Mariage	NON	NON	SS plafonnée
Naissance	NON	NON	SS plafonnée
<b>PARTICIPATION ET INTÉRESSEMENT</b>			
Primes de bilan (si attribution discrétionnaire)	NON	NON	NON
Intéressement (loi de 1994) et réserve de participation (ordonnance de 1986)	NON	NON	NON
<b>INDEMNITÉS CONVENTIONNELLES</b>			
Prime annuelle (fin d'année...) <sup>3</sup>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Trajet	NON	NON	SS plafonnée
Transport, repas, panier			
→ Part exonérée pour la sécurité sociale	NON	NON	NON <sup>4</sup>
→ Part non exonérée pour la sécurité sociale	NON	NON	SS plafonnée
<b>INDEMNITÉS PRIMES</b>			
Départ en retraite volontaire	NON	NON	SS plafonnée
Expatriation	Sur option de l'entreprise	NON	NON
Déplacement à l'étranger	NON (sauf option de l'entreprise)	NON	NON
Prime de salissure (dans la limite des conventions collectives)	NON	NON	SS plafonnée
Prime d'outillage	NON	NON	SS plafonnée
Primes de chantier <sup>5</sup>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Avantages en nature qui ne subsistent pas pendant les congés : — nourriture — vêtements de travail — restaurant — logement	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Avantages en nature qui subsistent pendant les congés : — voiture — logement	NON	NON	SS plafonnée
Autres primes <sup>6</sup>	B	B x 1,1314	SS plafonnée
Indemnités et autres : — grand déplacement — chômage intempéries 75 % — chômage intempéries 90 % « routiers » — chômage intempéries carence « routiers » — chômage partiel — indemnités journalières de sécurité sociale — licenciement (y compris pour inaptitude) — indemnité de mise à la retraite	NON	NON	NON

3. Cf. critères d'inclusion dans l'assiette de la cotisation congé dérogés par l'arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 28 février 1996, pourvoi n° 93-40.883.

4. Sous réserve de réintégration si usage de l'abattement pour frais professionnels.

5. Cf. critères d'exclusion de l'assiette de la cotisation congé dérogés par l'arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 2 avril 1997 arrêt n°1802, pourvoi n°94-41.389.

6. Énumération non exhaustive : d'amplitude, d'ancienneté, de fin de CDD (précarité), d'assiduité, d'astreinte, de béton, de chargement-déchargement, de concasseur, de dépannage, d'eau, d'enrobés, d'entretien et sécurité, de fidélité, de fonction, de galeries, de gardiennage, de rapport, de rendement, de responsabilité, de site, de tacot, de travaux pénibles, commissions sur ventes des commerciaux (non VRP), etc.

LÉGENDE : B = brut.

RUBRIQUE DE PAIE	CONGÉS PAYÉS ET COTISATIONS PROFESSIONNELLES	OPPBTB	CHÔMAGE INTEMPÉRIES
— stage d'école — carte de transport — médaille <sup>7</sup> — frais de route 8 % ETAM (congés) conventionnel — bon d'achat (part exonérable) — indemnités transactionnelles — aides et secours.			
Fraction excédentaire des cotisations patronales de retraite complémentaire et de prévoyance versés par les entreprises	NON	NON	SS plafonnée

7. Sous réserve de rester dans les limites d'exonération admises par l'administration fiscale.